



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique australe

Une publication du SER de Pretoria
du 23 au 27 septembre 2024

LE CHIFFRE A RETENIR

**17,12 ZAR/
1 USD**

La parité du taux de change
atteinte le 25 septembre -

Bloomberg

Le rand atteint son plus haut niveau vis-à-vis du dollar en presque deux ans (Oanda)

Le 25 septembre, le rand a atteint la parité de 17,12 ZAR pour 1 USD, soit son plus haut niveau vis-à-vis du dollar américain depuis février 2023 (vingt mois).

La bourse a ensuite clôturé la journée sur une parité de 17,25 ZAR pour 1 USD, taux qui devrait rester relativement stable dans les prochaines semaines, selon les analystes. La devise, historiquement volatile, enregistre une trajectoire favorable depuis le mois de février 2024, dynamique qui s'est encore accélérée depuis le mois d'août (+2,5% vis-à-vis de l'USD sur un mois, et +6% depuis le 1er janvier). Le rand bénéficie notamment de l'affaiblissement de la devise américaine, dans un contexte d'assouplissement de la politique monétaire de la Fed (-50 points de base le 18 septembre), qui avait été largement anticipé par les marchés. D'autres éléments externes favorisent l'appréciation du rand : la stabilité des prix du pétrole, la hausse du prix de l'or et un regain d'appétence au risque des investisseurs étrangers. Le contexte national, marqué par une forte baisse du risque politique (formation d'un gouvernement d'unité nationale) et par un regain de confiance des ménages (diminution de l'inflation et absence de délestage électrique depuis le 26 mars), s'est également amélioré, comme en témoigne la hausse quasi-continue depuis la mi-septembre de l'indice JSE ALSI de la bourse de Johannesburg, qui atteint un niveau inédit (plus de 87 650 points, soit +4,8% sur une semaine et +11,8% depuis le 1er janvier).

Sommaire :

Afrique du Sud

- L'économie a créé 42 000 emplois au deuxième trimestre 2024 (*StatsSA*)
- L'inflation des prix à la production (PPI) en baisse à 2,8% au mois d'août (*StatsSA*)
- Old Mutual annonce l'ouverture de sa filiale bancaire au premier trimestre 2025 (*Old Mutual*)
- Afrique australe

Angola

- La Banque centrale exige des banques commerciales le transfert sur le marché interbancaire de 30 % des devises acquises sur le marché des changes (*Banco Nacional de Angola*)
- La Zambie, l'Angola et la Société financière africaine (AFC) ont signé à New York un protocole d'accord pour la mise en œuvre du projet de liaison ferroviaire entre l'Angola et la Zambie (*Angola 24 Horas*)
- La compagnie aérienne angolaise TAAG se prépare à recevoir son premier Airbus A220-300 à Luanda (*Kiosque da Aviação*)

Lesotho

- La Banque Centrale maintient son taux directeur à 7,75% (*Central Bank of Lesotho*)

Zambie

- **Le Ministère des finances publie sa revue semestrielle de performance économique (*Ministry of Finance*)**
- **La Banque Mondiale appelle la Zambie à améliorer sa gouvernance fiscale urgemment (*Banque mondiale*)**

Zimbabwe

- **La Banque centrale intervient à nouveau sur le marché des changes pour faire face à la demande de dollars américains (*Reserve Bank of Zimbabwe*)**

Afrique du Sud

L'économie a créé 42 000 emplois au deuxième trimestre 2024 (StatsSA)

D'après la dernière publication de StatsSA relative au marché du travail, 42 000 emplois ont été créés dans le secteur formel non-agricole au deuxième trimestre 2024 (+0,4% par rapport au trimestre précédent, pour un total de 10,67M d'emplois). Cette augmentation est toutefois exclusivement imputable au secteur des services à la personne (+92 000 emplois, soit +3,1% par rapport au trimestre précédent), le secteur de l'électricité, du gaz et de l'eau n'enregistrant de son côté aucun changement (64 000 emplois au total, soit +0%). Le nombre d'emplois s'est en revanche contracté dans l'ensemble des autres secteurs, en particulier dans les secteurs minier (-1,5%), manufacturier (-1,2%), et des transports (-1,4%), particulièrement impactés par la crise logistique. A noter que la précédente étude de Stats SA, publiée le 24 juillet (*Quarterly Labour Force Survey* – enquête plus large, basée sur les réponses des ménages), évoquait en revanche une hausse du taux de chômage de 0,6 point à 33,5% de la population active, soit un taux toujours supérieur de plus de 3 points à son niveau de mars 2020, avant le déclenchement de la crise de la Covid-19. La publication confirme par ailleurs la précarisation du marché du travail sud-africain : le nombre d'emplois à temps partiel est en effet en forte hausse (+81 000 emplois, soit +6,8% par rapport au trimestre précédent), en particulier dans le secteur des services à la personne (+94 000 emplois, soit 17,5%) porteur de la hausse générale du nombre d'emplois. Dans le même temps, 39 000 emplois à temps plein ont été supprimés, soit une diminution de 0,4% par rapport au T1 2024. Le salaire mensuel moyen des employés dans le secteur formel non-agricole a par ailleurs augmenté de 2,5% par rapport au trimestre précédent, pour atteindre 27 450 ZAR (1 435 EUR), un niveau nettement supérieur à l'inflation moyenne sur la période (+1,3%), traduisant un léger regain de pouvoir d'achat pour les ménages.

A Moscou, le Ministre Ramakgopa participe au sommet ministériel des BRICS sur l'énergie (SA news)

Le Ministre sud-africain de l'électricité et de l'énergie Kgosiensho Ramokgopa a participé le 26 septembre à la neuvième réunion annuelle des ministres de l'énergie des BRICS. Le Ministre a appelé à renforcer la coopération entre les membres de l'organisation, désormais rejoints par l'Arabie Saoudite, les Emirats Arabes Unis, l'Ethiopie, l'Egypte et l'Iran. Il a également indiqué que ces pays étaient collectivement confrontés au défi de combiner les objectifs de transition énergétique, le développement économique et la sécurité énergétique. Ainsi, les pays des BRICS auraient un rôle à jouer pour « remodeler, reprioriser et redéfinir l'architecture mondiale de l'énergie (...) et promouvoir une transition énergétique juste ». En marge de cette rencontre, le Ministre Ramakgopa s'est félicité devant la presse russe du partenariat bilatéral entre les deux pays, considérant que la Russie « joue un rôle important pour réaliser les conditions de la sécurité énergétique ». En Afrique du Sud, la Russie aurait ainsi exprimé son intérêt pour investir dans des projets énergétiques, notamment liés au charbon et aux hydrocarbures.

L'inflation des prix à la production (PPI) en baisse à 2,8% au mois d'août (StatsSA)

Selon l'agence nationale de statistiques (StatsSA), l'inflation des prix à la production (PPI) a atteint +2,8% en glissement annuel au mois d'août, après +4,2% en juillet. L'indicateur, qui suit une tendance baissière depuis le pic de juillet 2022 (+18%), enregistre ainsi son plus faible niveau depuis juillet 2023 (+2,7%). La hausse reste principalement portée par le poste « produits alimentaires, boissons et tabac » (+3,6% sur un an, soit une contribution positive à la hausse des prix de 1,1 point), toutefois stable en août. Nous pouvons attendre une modération continue de la hausse des prix à la consommation dans les mois à venir, alors que le taux d'inflation sur

un an (CPI) a atteint 4,4% au mois d'août, après 4,6% au mois de juillet.

Old Mutual annonce l'ouverture de sa filiale bancaire au premier trimestre 2025 (Old Mutual)

Le 26 septembre, lors de la présentation de ses résultats financiers intermédiaires, *Old Mutual*, le plus grand assureur du continent, a annoncé l'ouverture de sa nouvelle banque, *OM Bank*, au premier trimestre de 2025. Cette annonce, par un des géants du secteur financier, s'inscrit dans une stratégie de développement d'un service financier complet et a pu être motivée par les succès des néo-banques de ces dernières années : *Bank Zero*, *Tyme Bank* et *Capitec*. Pour rappel, le marché est actuellement dominé par six banques principales (*Standard Bank*, *First Rand*, *NedBank*, *Investec*, *RMB*, *Capitec*), représentant 90% des actifs du système bancaire, qui est ancien et développé (taux de bancarisation de plus de 80%). *OM Bank*, dont l'arrivée a été annoncée en 2022, a reçu sa licence bancaire en avril 2024. Elle a passé avec succès les étapes obligatoires de tests bancaires et d'intégration dans le système national de paiement, l'une des dernières étapes techniques avant le lancement de la Banque. La tête de la filiale a été confiée le 13 septembre à Clarence Nethengwe (sous réserve d'acceptation de la part de l'autorité prudentielle), marquant une transition entre une « banque en construction » et une « banque fonctionnelle », selon les mots de Iain Williamson, CEO de la compagnie.

Afrique australe

Proparco investit 15 M USD dans le fonds d'investissement sud-africain PRIF II pour des projets d'infrastructures durables en Afrique (Proparco)

Proparco, branche de l'Agence Française de Développement (AFD) dédiée au financement du secteur privé, vient d'engager 15 M USD au capital du fonds *Pembani Remgro Infrastructure Fund II* (PRIF II), renforçant ainsi son engagement

en faveur du développement d'infrastructures durables en Afrique. PRIF II étudiera les opportunités dans les secteurs des infrastructures classiques, tels que la logistique, le transport et la production d'électricité à grande échelle, et sur les segments émergents, notamment la transition énergétique, les infrastructures numériques, la valorisation des déchets, l'équilibrage du réseau électrique et l'efficacité énergétique. A l'instar du fonds I, PRIF II devrait également générer d'importantes retombées en matière d'emplois sur le continent africain tout au long de la durée de vie du fonds.

Angola

La Banque centrale exige des banques commerciales le transfert sur le marché interbancaire de 30 % des devises acquises sur le marché des changes (Banco Nacional de Angola)

Selon la directive 05/2024 de la *Banco Nacional de Angola* (BNA), les banques sont désormais dans l'obligation de transférer sur le marché interbancaire 30 % des devises qu'elles acquièrent auprès des compagnies pétrolières et diamantifères, dans le cadre des opérations de change réalisées sur la plateforme *Bloomberg FXGO*. L'objectif visé par la banque centrale est de dynamiser la circulation de devises et d'éviter la thésaurisation des stocks. Depuis le quasi-retrait du Trésor angolais du marché des changes en avril 2023, le Trésor intervenant de façon sporadique pour ses dépenses en kwanzas, le volume de change est passé de 1,2 Md USD à 600 M USD par mois, engendrant de grandes difficultés de transferts de devises à l'étranger pour les agents économiques (filiales étrangères notamment). Cette mesure devrait vraisemblablement permettre de soulager quelque peu ces opérations de transferts internationaux. Le kwanza, après avoir perdu 40 % face au dollar et à l'euro en 2023, continue sa dépréciation régulière, mis sous pression par les remboursements en devises de la dette externe et la baisse des cours du pétrole. Les prévisions tablent sur une dépréciation annuelle de 15 % face à l'USD.

La Zambie, l'Angola et la Société financière africaine (AFC) ont signé à New York un protocole d'accord pour la mise en œuvre du projet de liaison ferroviaire entre l'Angola et la Zambie (Angola 24 Horas)

L'accord, signé en marge de l'Assemblée générale des Nations unies à New York, s'inscrit dans le cadre du développement du corridor de Lobito. Il prévoit la réalisation d'une ligne de chemin de fer, entièrement nouvelle, de près de 800 km, visant à relier la ville de Luacano en Angola (sur le corridor de Lobito) à la ville de Chingola en Zambie (sur la ligne de chemin de fer zambienne existante). La construction doit s'étendre sur 280 km en Angola et sur plus de 500 km en Zambie. Il est prévu l'établissement d'une concession pour le financement, la construction, la propriété et l'exploitation de ce méga projet ferroviaire, qui ne doit pas être financé par de la dette publique. L'accent est mis sur la participation du secteur privé et des institutions financières multilatérales, bilatérales et de développement. Un autre accord, qui permettra à l'AFC de recevoir un financement de 2 MUSD de l'Agence américaine pour le commerce et le développement (USTDA) pour la réalisation des études environnementales et sociales du projet, a été signé en parallèle. Il s'agit du premier financement avec lequel l'AFC tirera parti de l'appui de l'USTDA.

La compagnie aérienne angolaise TAAG se prépare à recevoir son premier Airbus A220-300 à Luanda (Kiosque da Aviação)

Le premier Airbus A220-300 de la TAAG arrivera prochainement à Luanda, avec une date prévisionnelle de mise en service fixée à janvier 2025. Cette acquisition s'inscrit dans le cadre de la politique de modernisation de la flotte de TAAG. Lors du dernier salon du Bourget, la compagnie angolaise avait annoncé l'acquisition de quatre Airbus A220-300 auprès de la société de leasing *Aviation Capital Group* (ACG) et de six appareils commandés à *Air Lease Corporation* (ALC). Les nouveaux A220, qui disposeront d'une autonomie de vol comprise entre sept et huit heures, pourront accueillir 142

passagers (12 en classe affaires et 130 en classe économique).

Lesotho

La Banque Centrale maintient son taux directeur à 7,75% (Central Bank of Lesotho)

Lors de sa réunion du 24 septembre, le Comité de politique monétaire de la banque centrale (*Central Bank of Lesotho - CBL*) a décidé de maintenir son taux directeur à 7,75%. Cette décision s'inscrit dans la politique de parité poursuivie entre le Loti lesothan et le rand sud-africain, en raison de l'appartenance du pays à la zone rand (*Common Monetary Area*). L'institution monétaire justifie sa décision par la faiblesse du taux de change et le risque de reprise de l'inflation, qui malgré une diminution récente (+6% au mois d'août, contre +6,7% en juillet), reste élevée, particulièrement concernant les produits alimentaires. Elle pointe également l'avancée des *Lowlands Water Development Project*, *Lesotho Highlands Water Project* (LHWP) et des *horticulture initiatives*, qui ont un impact positif sur la croissance, éloignant les risques de récession. La Banque centrale sud-africaine (SARB), qui poursuivait une politique plus restrictive, a en effet abaissé son taux directeur à 8% (-25 points de base) le 19 septembre. En parallèle, la *Central Bank of Lesotho* a également décidé de rehausser sa cible de réserves de devises internationales à 760 MUSD (contre 750 MUSD précédemment). Dans un contexte d'internationalisation accrue des banques commerciales, de l'arrivée à échéance d'obligations d'Etat, et de solde commercial positif, les réserves de devises étrangères de la banque centrale s'étaient en effet réduites de 80 MUSD entre juillet et septembre, restant toutefois stables à 5,5 mois d'exportations.

Zambie

En Zambie, la Chambre des Mines s'inquiète publiquement des risques règlementaires qui pèsent sur le secteur (Lusaka Times)

La Chambre des Mines de Zambie a averti que l'instabilité des politiques publiques zambiennes pourrait avoir des répercussions négatives sur le secteur minier. Dans une déclaration, elle a exprimé ses inquiétudes face à des propositions de politique minière jugées « anormales » et « irréalisables ». La Chambre a averti que de telles politiques pourraient décourager les investisseurs potentiels et nuire à la réputation de la Zambie. En effet, la Chambre a exprimé des réserves sur le projet de loi sur la Commission des Régulations Minières, qui accorde des pouvoirs discrétionnaires aux régulateurs qu'elle ne juge pas opportuns. De plus, dans le cadre de la stratégie nationale sur les minéraux critiques 2024-2028 récemment publiée, le gouvernement a prévu d'imposer une participation de 30 % sans coût pour l'État dans toutes les nouvelles mines, ainsi qu'une part de production supplémentaire de 30 %, ce qui est bien au-delà des normes internationales.

Le programme américain Millennium Challenge Corporation (MCC) débloque 458 M USD en soutien à l'agriculture zambienne (Millennium Challenge Corporation)

Le Millennium Challenge Corporation (MCC) a approuvé, le 18 septembre 2024, le programme « Farm-to-Market Compact » en Zambie, destiné à favoriser une croissance économique inclusive dans les secteurs de l'agriculture et de la transformation agroalimentaire. Ce programme est doté d'un budget de 458 M USD financé par le MCC, avec une contribution de 33,75 M USD du gouvernement zambien. Pour rappel, le Millennium Challenge Corporation (MCC) est une agence d'aide bilatérale américaine créée par le Congrès américain en 2004. Il s'agit d'une agence indépendante de

l'USAID. Elle accorde des subventions aux pays dont les Etats-Unis ont établi qu'ils ont de bonnes politiques économiques et un potentiel de croissance économique. Ses programmes concernent environ cinquante pays. Selon le communiqué, le programme en Zambie vise à réduire les coûts de transport des marchandises vers les marchés, améliorer l'accès aux équipements pour les petits et moyens agriculteurs et transformateurs. Il permettra également « d'augmenter le financement des projets d'infrastructures agricoles et de mener des réformes dans le secteur afin d'attirer davantage d'investissements privés ». L'approbation de ce programme intervient alors que la Zambie fait face aux conséquences du phénomène climatique El Niño qui a entraîné une vague de sécheresse dans 84 des 116 districts du pays. Cette situation a conduit à une baisse de 54 % de la production de maïs à seulement 1,5 million de tonnes en 2023/2024, son plus bas niveau en 16 ans. Cette sécheresse est la plus grave depuis un siècle (près de 10M de zambiens impactés) et a entraîné le pays à déclarer l'état d'urgence le 29 février 2024.

Le Ministère des finances publie sa revue semestrielle de performance économique (Ministry of Finance)

Selon le Ministère de l'économie zambien, le PIB aurait progressé de 2,2% sur un an au T1 2024, après une hausse de 8,5% sur un an au T4 2023. La croissance trimestrielle atteint ainsi son plus faible niveau depuis le premier trimestre 2021. Cette performance défavorable s'explique principalement par la contraction des activités agricoles (-23,8%, soit une contribution négative de 1,8 point à la croissance), affectées par l'effondrement de la production de maïs (-54%). Malgré une hausse de la surface plantée, les récoltes ont été détruites par la sécheresse d'une ampleur exceptionnelle due au phénomène El Nino. Le secteur public enregistre de même un fort recul de son activité (-38,4%, soit -0,7 point), en lien avec la politique d'austérité menée par le gouvernement. A l'inverse, la croissance reste soutenue par le secteur des télécommunications (+20,8%, soit +1,4 point), les activités minières (+9,6%, soit +0,7 point), la construction (+4,9%, soit +0,5

point) et les activités financières (+8,8%, soit +0,5 point). En parallèle, le rapport porte un regard favorable sur l'exécution du budget au premier semestre 2024, alors que la publication du budget de l'année 2025 interviendra le 27 novembre. Les recettes publiques ont atteint 74,9 Mds ZMW au cours du premier semestre 2024 (-1,2% par rapport aux prévisions). Elles ont été fortement affectées par l'effondrement des recettes liées au secteur minier (-60%), dans un contexte d'augmentation des coûts de l'énergie, bénéficiant en revanche du dynamisme des recettes de TVA (+15,6%). En parallèle, les dépenses courantes ont été limitées (68,8 Mds ZMW, soit 1,2% de moins que le montant prévu).

La Banque Mondiale appelle la Zambie à améliorer sa gouvernance fiscale urgemment (Banque mondiale)

Le 23 septembre, la Banque mondiale a publié un rapport intitulé «*Renforcer la gouvernance fiscale pour des investissements significatifs dans le secteur public*», dans lequel elle analyse les investissements publics réalisés entre 2013 et 2022. Elle dresse un constat sévère, estimant que ces investissements, mal calibrés, mal exécutés, et réalisés au détriment des dépenses sociales, n'ont pas permis de développer la croissance économique du pays. Dans un contexte de pression budgétaire et de restructuration de sa dette publique externe, le pays devra ainsi renforcer ses mécanismes de gestion des dépenses publiques s'il souhaite réaliser de manière soutenable son ambitieux plan de transformation des infrastructures (NDP 8). Le rapport identifie plusieurs mesures visant à augmenter les recettes et à améliorer la gouvernance et l'efficacité des dépenses. Il propose notamment de renforcer la supervision et le cadre légal des entreprises publiques, leur discipline budgétaire et leur responsabilité, quitte à les privatiser. Ces entités, au cœur de l'économie zambienne, ne sont pas toujours rentables et présentent en effet des risques fiscaux considérables. La Banque mondiale propose également de renforcer et de moderniser la collecte des impôts, via la digitalisation. L'institution recommande enfin d'améliorer la gouvernance des données, la coordination

et la transparence des projets d'investissements publics, afin de permettre au pays de davantage anticiper sa trajectoire budgétaire à moyen terme.

Zimbabwe

La Banque centrale intervient à nouveau sur le marché des changes pour faire face à la demande de dollars américains (Reserve Bank of Zimbabwe)

Le 19 septembre, la Banque centrale zimbabwéenne a publié un communiqué détaillant son intervention sur le marché des changes au cours des deux derniers mois. Le 18 septembre, l'institution a injecté 40 MUSD supplémentaires sur le marché interbancaire des changes pour faire face à la demande croissante d'USD après de premières interventions à hauteur de 24 MUSD au cours des deux premières semaines de septembre. L'institution, qui souhaite consolider sa nouvelle devise introduite en avril (Zimbabwean Gold - ZiG) dans un contexte d'accentuation des déséquilibres sur le marché des changes, a ainsi utilisé 17% des réserves qu'elle avait adossées au ZiG pour garantir la devise. La demande de devises étrangères (USD principalement) a considérablement augmenté, en lien avec la hausse des importations de graines au début de la saison agricole, menaçant le taux officiel de la devise, fixé à 13,9 ZiG pour 1 USD. L'écart observé avec les taux sur les marchés parallèles se creuse ainsi de manière continue, l'USD s'échangeant désormais entre 20 et 29 ZiG. Dans son communiqué, l'institution appelle les agents économiques à respecter le cadre de change officiel, signalant indirectement la confiance fébrile de la population dans le ZiG. Si le Zimbabwe, qui s'inscrit actuellement dans un système multi-devises, souhaite imposer le ZiG comme seule monnaie à horizon 2026, cette évolution semble peu crédible aujourd'hui.

	Taux de change au	Evolution des taux de change USD (%)			
	26/09/2024	Sur 1 semaine	Sur 1 mois	Sur 1 an	Depuis le 1 ^{er} janvier
Afrique du Sud	17,2 ZAR	1,7%	3,0%	9,8%	6,3%
Angola	934,0 AOA	-0,8%	-3,4%	-11,5%	-11,3%
Botswana	13,0 BWP	0,9%	1,2%	4,3%	2,3%
Mozambique	63,2 MZN	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Zambie	26,4 ZMW	-0,6%	-1,0%	-21,1%	2,5%

Note de lecture : un signe positif indique une appréciation de la monnaie.

Source : OANDA (2024)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : SER de Pretoria, SE de Luanda, SE de Maputo

leopold.vinot@dgtresor.gouv.fr, nicolas.viossat@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Pretoria

Abonnez-vous : leopold.vinot@dgtresor.gouv.fr